

Le Courriel d'information

n°142 – Mardi 13 juin 2000.

ARCHIPEL PLANETAIRE DES RESISTANCES

Dans ce numéro

En bref...

Nous avons décidé de faire un numéro spécial sur le sommet social parallèle de Genève 2000, parce que même si cet événement n'est pas toute l'actualité aujourd'hui, il est, internationalement et nationalement donc, l'un des points importants de l'actualité à venir. Il sera l'une des étapes essentielles des mobilisations et événements des prochaines années dans le monde. Alors que les ONG, dont ATTAC, se réuniront lors du Sommet social Copenhague +5 et participeront au travail de l'ONU dans son cadre, nous nous réunirons au préalable pour faire un bilan des cinq années qui se sont écoulées depuis Copenhague, et pour mettre au point ensemble un document de propositions plus larges que celui du Sommet social ainsi que proposer un Forum Social Mondial annuel.
Vous pouvez participer et travailler avec tous les délégués présents aux ateliers continentaux et thématiques ainsi qu'à la réunion plénière qui se dérouleront du 22 au 24 juin. Nous vous invitons aussi à participer à la manifestation qui se déroulera le 25 juin devant l'OMC. Pour vous inscrire, obtenir le programme, lire les premiers documents de travail (tous soumis à amendements et au travail des ateliers) http://attac.org/geneve2000 Pour obtenir des informations complémentaires geneve2000@ras.eu.org
Le monde ne se fera pas sans vous car il s'agit maintenant de venir y participer pour le construire ensemble. A bientôt à Genève.

Le 13 juin l'Ile de France se mobilise en soutien à ATTAC Tunisie. Une soirée exceptionnelles pour la défense des libertés. (voir le calendrier)

N'oubliez pas la Marche Mondiale des Femmes le 17 juin à Paris (départ 13h Place du Châtelet – Fête place de la Bastille à partir de 18h). Pour plus d'Informations : *Coordination française pour la Marche mondiale des femmes, 104 rue des Couronnes, Paris, France 75020 ; tel : +33-1-44-62-12-33 ; fax : +33-1-44-62-12-34*, marchfem@ras.eu.org

Forum Social Mondial

Voici une information exclusive pour les lecteurs du Courriel d'Information (vous êtes invités à la faire circuler). Ce sera une déclaration officielle lors du Sommet social parallèle Genève 2000. Celle-ci a déjà retenu l'attention de réseaux aux Etats Unis en particulier.

Nous vous rappelons que vous pouvez participer à ce Sommet parallèle et/ou venir aussi à la manifestation qui aura lieu devant l'OMC le 25 juin (des transports collectifs sont à votre disposition qui sont organisés par certains groupes locaux). Consultez http://attac.org/geneve2000/ pour vous tenir au courant au fur et à mesure, des documents, vous inscrire ou contacter les groupes locaux qui mettent en place des moyens de se rendre à Genève.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE



Premier Forum social mondial
Porto Alegre (Brésil)
25-30 janvier 2001

Les tenants de l'actuel ordre économique mondial se retrouveront, comme d'habitude, à Davos, au Forum économique mondial. Ceux qui, dans tous les pays, s'opposent à la « pensée unique » et travaillent à la construction d'alternatives, se réuniront, au même moment, à Porto Alegre, au Brésil, en un Forum social mondial.

I.- Proposition du comité d'organisation du Forum social mondial (Brésil)

Le Forum social mondial (FSM) sera un nouvel espace international pour la réflexion et l'organisation de tous ceux qui s'opposent aux politiques néolibérales et construisent des alternatives pour donner la priorité au développement humain et mettre fin à la domination des marchés financiers dans chaque pays et dans les relations internationales.

Le FSM aura lieu chaque année aux mêmes dates que le Forum économique mondial de Davos. Depuis 1971, ce Forum économique joue un rôle stratégique dans la formulation de la pensée de tous ceux qui promeuvent et appliquent les politiques néolibérales dans le monde entier. Sa base d'organisation est une fondation suisse dotée d'un statut consultatif auprès de l'ONU, et financée par plus de 1 000 entreprises multinationales.

L'espace créé par le FSM servira à la formulation de perspectives générales, à l'échange d'expériences et à la mise en place de de coordinations tactiques et stratégiques entre organisations non gouvernementales (ONG), mouvements sociaux, syndicats, associations et groupes de citoyens dans chaque pays, et ce aux niveaux continentaux et mondial. C'est à ces organisations qu'il appartient de relever le défi de la promotion et du financement du Forum social mondial.

Pendant le déroulement du FSM, d'autres événements et manifestations visant les mêmes objectifs devront avoir lieu dans le monde entier. Des conférences et débats devront être organisés en parallèle pour impliquer directement le maximum de citoyens.

La proposition de lancer le Forum social mondial découle des grandes mobilisations de Seattle, à l'occasion de la conférence ministérielle de l' Organisation mondiale du commerce (OMC) en novembre 1999, et de Washington en avril 2000, contre les politiques du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

Ces mobilisations – et beaucoup d'autres - ont spectaculairement mis en évidence l'émergence d'un mouvement civique transfrontières. Les grandes institutions internationales habituées, depuis des décennies, à prendre, hors de tout contrôle démocratique, des décisions engageant la vie de centaines de millions de personnes découvrent qu'elles ont désormais des comptes à rendre aux opinions publiques.

Les gouvernements doivent également savoir que cette vigilance s'exercera avec encore plus de rigueur à leur égard. Pour certains d'entre eux, il ne sera plus possible de prétendre s'être fait " imposer " d'en haut des mesures néfastes pour leurs peuples, alors qu'ils ont contribué à leur élaboration, ou les ont cautionnées, au sein même de ces institutions. Eux aussi doivent rendre compte devant leurs Parlements et leurs citoyens des positions qu'ils prennent dans ces enceintes.

Des milliers de syndicats, associations et autres mouvements populaires qui, chacun dans son pays, sa province, sa ville ou sa campagne, menaient des luttes qu'ils croyaient isolées, ont pris conscience qu'ensemble ils constituaient un archipel planétaire des résistances à la mondialisation néolibérale. Ils ont commencé à se connaître, ils échangent régulièrement des informations, ils se rejoignent dans des actions communes ou convergentes, et ils ont vocation à devenir un contre-pouvoir citoyen international.

C'est ce mouvement que la proposition d'un Forum social mondial entend prolonger.

Le tiers-monde et les pauvres et exclus des pays développés subissent de plein fouet les ravages de la mondialisation néolibérale et de la dictature des marchés, conduites sous l'égide du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC et des gouvernements à leur dévotion.

Le Brésil est l'un des grands pays victimes de cette situation. Mais de fortes résistances à cet ordre inhumain s'y développent, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, dans les lycées et universités que dans les favelas. Les organisations populaires y disposent déjà de solides points d'appui dans plusieurs Etats et dans de nombreuses municipalités. Cette riche expérience de combats populaires a également contribué à la proposition de réaliser le Forum social mondial.



Le comité brésilien d organisation du FSM invite tous les réseaux internationaux d ONG, de syndicats, d associations et de groupes de citoyens qui partagent ses objectifs à se joindre à cette initiative en constituant un Comité international du Forum social mondial.

Le comité brésilien d organisation du FSM attend de tous les représentants de ces réseaux des Amériques, d Afrique, d Asie et d Europe qu ils contribuent de manière décisive à la réussite de cet événement. Il appelle également tous ceux qui disposent d un mandat électif et qui se sont engagés aux côtés des combats populaires dans tous les continents à se retrouver également à Porto Alegre en janvier prochain . Partout dans le monde, les potentialités de l intervention populaire s expriment aujourd hui aussi bien dans les formes de la démocratie participative que dans celles de la démocratie représentative.

Lieu de débats ouverts, de présentation d expériences, de coordination de combats futurs, le Forum social mondial sera un jalon de plus vers la naissance d une citoyenneté planétaire s enracinant dans les luttes sociales locales et nationales.

Un autre monde est possible. Nous allons le construire ensemble.

ABONG (Association brésilienne des organisations non gouvernementales)
ATTAC Brésil
CBJP (Commission brésilienne Justice et paix)
CIVES (Association brésilienne des entrepreneurs pour la citoyenneté)
CUT (Centrale unique des travailleurs)
IBASE (Institut brésilien d analyses sociales et économiques)
Centro de Justiça global
MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre)

II.- Problèmes d organisation du Forum social mondial

1. Le Forum social mondial aura lieu du 25 au 30 janvier 2001, aux mêmes dates que le Forum de Davos, à Porto Alegre, dans l Etat de Rio Grande do Sul (Brésil)

2. Les sessions du Forum se dérouleront dans le Centre de conférences de l Université catholique de Porto Alegre (PUC) qui peut accueillir 2 500 personnes dans son grand auditorium. Il s agit d une structure moderne disposant d équipements technologiques de pointe. Elle comprend d autres auditoriums, ainsi que plus de 60 salles pour les ateliers d échanges d expériences et de coordination.

3. Le comité d organisation brésilien est constitué par les organisations et mouvements sociaux signataires de cette proposition, auxquels s associeront d autres entités apportant leur soutien à la rencontre.

4. Le gouvernement de l Etat de Rio Grande do Sul et la Ville de Porto Alegre apportent officiellement leur soutien au Forum.

5. Le comité international du FSM devra être constitué le 24 juin 2000, à l occasion de la conférence internationale de Genève qui se tiendra à la veille du Sommet du développement social de l ONU.

6. En ce qui concerne les participants : le Centre de conférences de la PUC accueillera 2 500 représentants d ONG, syndicats, mouvements sociaux, groupes de citoyens, conférenciers et invités détenteurs de mandats électifs. Des quotas seront définis ultérieurement par catégorie de participants, ces derniers devant être inscrits par leurs organisations. Le montant des frais d inscription sera également fixé ultérieurement.

7. Les réseaux d ONG, syndicats, mouvements sociaux et organisations membres du comité brésilien d organisation et du comité international du FSM devront s engager à garantir la présence à Porto Alegre de représentants d organisations du tiers-monde, en particulier d Afrique, d Asie et d Amérique latine.

8. Les actions menées parallèlement au FSM – circuits de rencontres-débats impliquant directement les citoyens – et les manifestations d appui aux objectifs du Forum qui devront avoir lieu dans le monde entier, y compris à Porto Alegre et dans d autres villes du Brésil, seront coordonnées et organisées directement par les entités et les mouvements concernés.

9. Le FSM n est pas une instance de délibération sur les thèses et les propositions qui seront présentées. Cependant, les participants auront toute latitude pour prendre les décisions et diffuser les propositions et prises de position qui résulteront du travail des ateliers de coordination.

10. Le Forum se terminera par une grande manifestation de fraternisation au cours de laquelle seront rendues publiques les grandes lignes du Forum de l an 2002.



Renseignements : fsm2001@uol.com.br

Convions l'ensemble de nos partenaires et amis du monde entier à se retrouver chaque année dans notre pays dans un Forum social mondial. Les maîtres de la finance et des transnationales ont leur lieu de rendez-vous annuel. Nous aurons désormais le nôtre à la fin de chaque mois de janvier.

Le premier Forum social mondial aura lieu du 25 au 30 janvier 2001 à Porto Alegre, dans l'Etat de Rio Grande do Sul, et il sera relayé par diverses rencontres et manifestations dans d'autres Etats du Brésil. Notre comité d'organisation fait appel à tous les réseaux syndicaux et associatifs présents à Seattle, et à tous ceux, que nous espérons très nombreux, désireux de les rejoindre, pour qu'ils manifestent leur solidarité avec notre initiative en constituant, dans le respect du pluralisme, un comité international de soutien au Forum.

Nous attendons de vous, représentants de ces réseaux des Amériques, d'Afrique, d'Asie et d'Europe, que vous fassiez de ce Forum social mondial votre propre Forum. Nous appelons également les parlementaires et, plus généralement, ceux qui disposent d'un mandat électif dans tous les continents à se retrouver également à Porto Alegre en janvier prochain : si nous avons confiance dans les potentialités de l'intervention populaire, nous n'opposons pas pour autant démocratie participative et démocratie représentative.

Lieu de débats ouverts, de présentation d'expériences, de coordination d'initiatives futures, le Forum social mondial sera un jalon de plus vers la naissance d'une citoyenneté planétaire s'enracinant dans les luttes sociales locales et nationales.

Nous pensons qu'un autre monde est possible et que, tous ensemble, nous pouvons le faire advenir.

Déclaration alternative de Copenhague

(9 mars 1995)

Cette déclaration est élaborée à partir des contributions provenant de l'assemblée des ONG sur le développement tenue lors des réunions préparatoires au Sommet social, et aussi de la déclaration d'Oslo Fjord et d'autres initiatives citoyennes nationales et internationales.

Nous, représentants de mouvements sociaux, d'ONG et de groupes de citoyens prenant part au Forum des ONG pendant le Sommet mondial pour le développement social, partageons une vision commune d'un monde qui se définit essentiellement comme singulier et interdépendant, tout en accueillant la diversité humaine dans toutes ses manifestations de races, d'ethnies, de cultures et de religions ; un monde où tous les efforts et toutes les initiatives visent en priorité la justice et l'équité pour tous les habitants ; un monde enfin dans lequel les principes de démocratie et de participation populaire sont universellement promus, de telle sorte qu'il devient possible de concrétiser ce rêve si ancien d'une civilisation durable caractérisée par la paix et la coopération.
Dans cette perspective, nous attendions du Sommet social qu'il s'attaque aux causes principales de la pauvreté, du chômage, de la désintégration sociale et aussi de la dégradation de l'environnement, et qu'il mette les êtres humains au centre du processus de développement. Cela devait inclure non seulement les causes économiques et sociales, mais aussi les schémas culturels et les inégalités entre les sexes.

Même si le processus de négociation du Sommet a accompli quelque progrès en discutant certaines des questions essentielles, nous estimons que le cadre économique retenu dans les documents préparatoires est en contradiction fondamentale avec les objectifs du développement social équitable et durable. Ces documents témoignent d'une confiance exagérée en des « forces » non contrôlables d'un « marché ouvert et libre » comme base de l'organisation des économies nationales et internationales, ce qui aggrave les crises sociales mondiales actuelles au lieu de les soulager. Cette erreur sur les prémisses met en péril la réalisation des objectifs que s'est donné le Sommet social.

Le système dominant néo-libéral a échoué comme modèle universel de développement. L'actuel fardeau de la dette qui pèse sur de nombreux pays est insoutenable, et il prive ces pays des ressources nécessaires à la mise sur pied d'un développement économique et social. Les programmes d'ajustement structurel imposés par le fonds monétaire international et la banque mondiale ont substantiellement sapé le progrès économique et social en supprimant des salaires, en réduisant les rémunérations et les moyens d'existence des petits producteurs, et en plaçant les services sociaux, en particulier les soins de santé et l'éducation, hors de portée des pauvres. Le démantèlement des services

étatiques de base causé par ces programmes fait supporter un fardeau encore plus lourd sur les femmes qui ont à leur charge l'alimentation, la santé, le bien-être et l'harmonie de leur famille, ainsi que les relations communautaires. L'augmentation des exportations de ressources naturelles, la dérégulation de l'économie et le déplacement d'un nombre croissant de pauvres vers des terres marginales, qu'entraînent ces ajustements, contribuent au processus de dégradation écologique.

Ce système a pour résultat une concentration accrue du pouvoir économique, politique, technologique et institutionnel sur l'alimentation et les autres ressources essentielles dans les mains d'un nombre relativement petit d'entreprises transnationales et d'institutions financières. Un système qui place la croissance au-dessus des autres objectifs, y compris du bien-être des personnes, démantèle les économies plutôt que de les régénérer, tout en exploitant le temps, le travail et l'identité des femmes. Il incite le capital à externaliser les coûts sociaux et environnementaux. Il engendre une croissance sans création d'emplois, il déroge aux droits des travailleurs, il restreint le rôle des syndicats. Ce faisant, ce système charge les femmes d'un fardeau disproportionné et met en péril leur santé et leur bien-être et, en conséquence, ceux dont elles prennent soin. Enfin, il tend à une inégale répartition dans l'usage des ressources entre les pays et dans les pays, et engendre l'apartheid social, encourage racisme, conflits et guerres civiles et restreint les droits des femmes et des peuples indigènes.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons pas davantage accepter, dans le document officiel, le soutien au nouvel ordre commercial tel qu'il est défini dans l'acte final de l'Uruguay Round et dans les articles de l'accord instituant l'organisation mondiale du commerce. Les documents ne prennent pas en considération le fait que la libéralisation du commerce selon le GATT et l'OMC crée davantage de perdants que de gagnants et que l'impact négatif sera désastreux pour les pays pauvres et pour les pauvres et les travailleurs de tous les pays. Les intérêts des producteurs locaux, en particulier, se trouvent menacés dans les domaines de l'investissement étranger, de la biodiversité et des droits de propriété intellectuelle.

Nous rejetons l'idée qui consiste à réduire les politiques sociales, dans les pays en développement, à un « filet de sécurité sociale », présentée comme le « visage humain » des politiques d'ajustement structurel dans les documents du Sommet Social. Cette proposition signifie le retrait de l'État de l'un de ses principaux domaines de responsabilité. Les coupures draconiennes infligées aux dépenses sociales au Nord comme moyen de réduction du déficit budgétaire ont également entamé les succès obtenus en matière de protection sociale. Le développement social ne peut se réaliser que si les droits de la personne ? civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ? sont respectés pour tous les individus et tous les peuples. Nous croyons que les documents du Sommet ne reconnaissent pas de façon adéquate la primauté des droits de la personne comme condition sine qua non pour un développement social participatif qui ait tout son sens, pour toutes les catégories de la société, en particulier les enfants et les groupes marginalisés tels que les personnes handicapées, les peuples autochtones, les habitants de territoires occupés, les réfugiés et les personnes déplacées. Ils ne font pas mention non plus de la nature antidémocratique des programmes d'ajustement structurel qui constitue une entrave aux droits des citoyens et qui revient souvent à les réprimer. De plus, les efforts déployés lors du Sommet Social pour revenir sur les accords obtenus à Vienne et au Caire en matière de droits des femmes hypothèquent un peu plus encore les chances de changement dans ce domaine, pourtant si nécessaire si l'on veut parvenir à la création d'une société juste.

Finalement, nous constatons que la militarisation entraîne d'importants gaspillages des ressources humaines, naturelles et financières. Cela engendre toujours plus d'inégalité et de pauvreté, de violence politique et sociale, y compris toute forme de violence envers les femmes, ainsi que des conflits violents qui font toujours plus de morts dans le monde et contribuent à augmenter le nombre de personnes réfugiées et déplacées.

En rejetant le modèle économique mondial prédominant, nous ne suggérons pas que soit imposé un autre modèle universel. Disons plutôt qu'il s'agit d'innover et d'élaborer des réponses locales aux besoins des communautés, de promouvoir les compétences et l'énergie des femmes, en toute égalité avec les hommes, et de mettre à profit les valeureuses traditions de chaque peuple ainsi que les nouvelles technologies.

A la lumière de ce qui précède, nous considérons que les conditions suivantes doivent être remplies au sein de la famille, de la communauté, au niveau national et international, si l'on veut que cette vision



alternative du développement devienne un jour réalité :

Au niveau de la famille

La nouvelle vision du développement requiert une transformation des rapports entre les femmes et les hommes, dans laquelle les femmes participent à part égale aux prises de décisions.

Femmes et hommes doivent partager la responsabilité des soins aux enfant, personnages âgés et handicapés.

Aucune violence domestique quelle que soit sa forme ne doit être tolérée.

Les femmes doivent avoir le libre choix en matière de sexualité et de reproduction et bénéficier des services de santé correspondants. Les droits des enfants doivent être respectés et renforcés.

Au niveau communautaire

Les conditions d'un véritable développement sont l'équité, la participation, l'auto-suffisance, la durabilité et une approche multidimensionnelle de la vie en communauté.
La communauté doit être restaurée dans ses capacités de protection de ses propres moyens de subsistance.

Les décisions gouvernementales et inter-gouvernementales doivent être élaborées avec la pleine participation des mouvements sociaux, des organisations de citoyens et des communautés à tous les niveaux du processus de développement, en accordant une attention spécifique à l'égale participation des femmes.
Les communautés doivent avoir un contrôle sur les activités des entreprises, y compris sur les entreprises transnationales, qui affectent leur bien-être.

Les jeunes, en particulier les jeunes femmes, doivent accéder à une véritable autonomie et au pouvoir politique, social et économique.

Au niveau national

Toutes formes d'oppression basée sur le sexe, la race, l'appartenance ethnique, le statut socio-économique, l'âge, le handicap et la religion doivent être éliminées.

Les gouvernements doivent s'assurer de la pleine et égale participation de la société civile dans le processus de définition des politiques économiques et dans la formulation, l'application et le suivi d'autres mesures concernant le développement.

L'éducation doit être considérée comme le principal instrument pour renforcer l'autonomie et le pouvoir des jeunes et leur permettre ainsi de trouver leur juste place dans la société et d'avoir un contrôle sur leur propre destin. L'éducation non-formelle, s'appuyant sur l'expérience et les savoirs des personnes non spécialistes, doit être promue

Les gouvernements doivent assurer une pleine et égale participation des femmes dans les structures de pouvoir et les processus de décision à tous les niveaux.
Les systèmes de comptabilité nationale doivent être révisés de façon à incorporer le travail non rémunéré des femmes.

Les gouvernements doivent s'engager à développer une stratégie nationale et un plan d'action pour assumer leurs responsabilités dans le plein respect des conventions des Droits de l'Homme. Ils doivent rendre compte régulièrement de leurs progrès, en particulier de leurs efforts relatifs à l'accès des groupes vulnérables aux procédures légales. Les gouvernements qui n'ont pas ratifié la convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'encontre des femmes doivent le faire. Les gouvernements doivent faire en sorte que la version provisoire de la déclaration sur les droits universels des peuples indigènes soit approuvée aux Nations unies.

La reconnaissance et le respect des droits ancestraux des peuples autochtones sur leur terre et leur droit à l'autodétermination sont des conditions essentielles pour leur garantir une existence en tant que peuples et en tant que cultures. Les territoires encore colonisés doivent également se voir accorder leur droit à la souveraineté et à l'autodétermination.

Les gouvernements doivent faire de la réforme agraire la base d'une économie rurale durable et s'assurer que les pauvres aient accès à un crédit abordable, sans discrimination de sexe, de race, d'appartenance ethnique afin que les populations puissent créer leurs propres emplois et oeuvrer à la cohésion de leur société.

Dans le cadre de processus de consultation avec les syndicats et les organisations patronales, les gouvernements doivent développer des programmes de création d'emplois durables.



Les gouvernements des pays industrialisés doivent réduire l'usage disproportionné de ressources naturelles disponibles en instituant des mesures incitatives appropriées, des taxes écologiques et des systèmes de régulation et de comptabilité environnementale, afin de mettre en oeuvre un modèle de production et de consommation durable.

Il est légitime pour les gouvernements du Sud de protéger leurs populations des effets de la dérégulation et de la libéralisation du commerce, en particulier en matière de sécurité alimentaire et de production domestique. Ils ont le droit tout aussi légitime de réguler le marché et de prendre des mesures fiscales et légales pour combattre les inégalités au sein de leurs populations. Dans ce domaine, l'Afrique devrait bénéficier d'un traitement de faveur.

Les gouvernements doivent s'engager à réduire leurs dépenses militaires, afin que celles-ci ne soient pas supérieures aux dépenses en matière de santé et d'éducation, et à accroître les activités de conversion des ressources militaires à des fins pacifiques. Les "dividendes la paix" doivent être distribués également entre un fonds de démilitarisation national et international pour le développement social. L'économie militaire doit être convertie en économie civile.

Au niveau international

Un nouveau partenariat dans le cadre des relations Nord-Sud requiert que l'on donne la priorité à la culture, aux options de développement et aux stratégies à long terme des pais en voie de développement, et non pas à celles des pays du Nord.

Il doit être reconnu que c'est dans la diversité culturelle que les nouvelles forces, les nouveaux acteurs, les nouveaux systèmes sociaux et le développement durable trouveront leur origine, créant ainsi une alternative à la mondialisation qui soit issue de la base.

Les dettes bilatérales, multilatérales et commerciales doivent être immédiatement supprimées, sans pour autant que l'ajustement structurel s'impose comme une nouvelle conditionnalité : à terme, la communauté internationale doit institutionnaliser des termes de l'échange équitable.

Les prêts consentis sur une base politique et l'ingérence de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International dans les affaires internes des Etats souverains doivent être suspendus.

Les institutions de Bretton Woods doivent être rendues responsables devant la société civile au Nord comme au Sud et leur fonctionnement démocratisé. Leurs politiques et leurs programmes doivent être centrés sur l'être humain ; la participation des mouvements sociaux et des organisations de citoyens doit être assurée à tous les niveaux lors de la négociation d'accords, de la mise en oeuvre de projets et de leur suivi.

Les politiques macro-économiques mondiales doivent s'attaquer à l'aspect structurel de la pauvreté et promouvoir l'augmentation du pouvoir d'achat réel. Une politique macro-économique alternative devra s'attaquer de façon sérieuse à la distribution des revenus et des richesses, à la fois entre les pays et au sein même de ces pays, et conduire à une démocratisation de la consommation. Une telle politique requiert que l'on porte un coup d'arrêt à une économie axée sur la production de biens de consommation de luxe et qu'on la réoriente vers la production de biens essentiels et la prestation de services sociaux.

La production et la consommation mondiales doivent être cantonnées aux limites de ce que la planète peut supporter. Une régulation politique est nécessaire si l'on veut éviter que le système mondial de marché ne continue à rétribuer nombre de comportements irresponsables qui se traduisent par un irrespect total de la famille, de la communauté, de la nation et du genre humain.

Des instances de régulation et des instruments d'élaboration de politiques et de lois réellement démocratiques, compétents et efficaces doivent être instaurés afin d'interdire les comportements et les structures monopolistiques et d'assurer que les entreprises transnationales et les institutions financières respectent les droits fondamentaux de toutes les personnes. Pour rendre cela possible, la taille des entreprises transnationales doit être réduite. Un travail urgent d'élaboration d'un code de conduite pour les transnationales doit être entrepris.

Une instance internationale et indépendante et des mécanismes de contrôle et de comptabilité doivent être mis en place pour assurer le suivi, l'évaluation et une régulation efficace du comportement des entreprises transnationales et de leur impact sur les nations, les communautés, les peuples et l'environnement.

La communauté internationale doit instaurer une taxe sur tous les mouvements de capitaux



spéculatifs (impôt Tobin d'un montant d'environ 0,5% devant alimenter un fonds mondial pour le développement social doté des mécanismes de contrôle adéquats.

Un dispositif international efficace de promotion des énergies renouvelables doit être mis en place au sein du système des Nations unies.

Des organisations régionales et internationales doivent encourager la diplomatie, la négociation et la médiation pacifiques et promouvoir des institutions de recherche et de formation en matière de résolution non-violente des conflits.

Au cours des 180 jours qui séparent le Sommet de Copenhague à la Conférence de Pékin, nous réclamons une enquête et un audit indépendants sur les résultats de la Banque Mondiale et du FMI. Au vue de la crise financière mexicaine récente, il est essentiel que la communauté internationale prenne les mesures nécessaires pour prévenir les désastres à venir qui résulteraient du refus des institutions de Bretton Woods de se démarquer de l'agenda établi par la communauté financière et les milieux d'affaire, le gouvernement américain et les ministères des finances des pays du Nord.

Les relations de pouvoir existant ne permettent la réalisation de ces objectifs. Nous, représentants de la société civile, appelons gouvernements et dirigeants politiques à reconnaître que le système existant a ouvert la brèche la plus dangereuse de l'histoire de l'humanité entre une minorité excessivement riche et sur consommatrice et une majorité des êtres humains qui s'appauvrit, au Sud mais aussi, de plus en plus, au Nord. Aucune nation divisée de façon aussi dramatique n'est restée stable très longtemps ; aucune frontière ni aucune force ne peut contenir le désespoir et le ressentiment qu'un système en faillite génère actuellement de façon si intense.

Nous n'avons pas beaucoup de temps. Nous sommes sur le point de laisser à nos enfants un monde dans lequel nous-mêmes n'aimerions pas vivre. Mais nous plaçons un grand espoir dans le fait que la communauté internationale des ONG participant de façon si massive à ce Sommet Social puisse s'entendre sur un constat identique et formuler une stratégie commune pour l'amélioration durable des conditions de vie de l'humanité et de la nature. En partageant nos responsabilités, nous sommes à même de tirer de la crise actuelle la créativité nécessaire à l'émergence d'une communauté mondiale qui fonctionne véritablement.

Ceci est notre engagement commun pour la période qui suivra le Sommet de Copenhague.

Déclaration signée par près de mille ONG

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale

- Mardi : MARSEILLE – AIX EN PROVENCE – ANGERS – PARIS 15 – ST QUENTIN – GUERET – ROCHEFORT – BORDEAUX – TOULON – ILE DE France
- Mercredi : PARIS 11 – RENNES – STE CLOTILDE – TOULOUSE – PARIS 14 – BELFORT – CHATEAUROUX – AVIGNON
- Jeudi : ROUEN – AGEN – RENNES – CONFLANS STE HONORINE –NICE – ARLES
- Vendredi : ST PIERRE – ARRAS - REALMONT